

## **Déclaration liminaire**

**Par Eric Guellec**

Monsieur le maire, chers collègues,

Vous venez de faire état de la situation qu'a connue notre ville.

Elus communistes, nous condamnons avec fermeté ces actes de violence inadmissibles et nous réaffirmons notre soutien aux élus qui ont été menacés, aux personnels BIBUS, aux pompiers et forces de police qui sont intervenues en première ligne dans les conditions qu'on connaît, aux usagers du service public ainsi qu'aux habitantes et habitants des quartiers et des secteurs concernés.

Le droit à la tranquillité publique est un droit fondamental qui doit bénéficier à tous nos concitoyens de la même manière sur l'ensemble du territoire de la République. Il doit être garanti à toutes et tous de vivre dans la sécurité.

Alors que faire ?

Même si ça ne résoudra pas tout, évident, il s'agirait déjà que l'Etat fournisse à Brest et à ses habitants des moyens de force de police nationale supplémentaires.

Sur le sujet, votre action et votre ténacité, Monsieur le maire, auront déjà permis à notre ville de bénéficier de l'arrivée de nouveaux policiers nationaux.

Effectifs de police nationale qui nous avaient été sabrés sous l'effet des politiques de saccage des services publics menées par Nicolas Sarkozy.

Communistes, nous demandons l'embauche en France de 30 000 fonctionnaires de police nationale supplémentaires, au sein d'une nouvelle police de proximité, avec les moyens matériels et de formation nécessaires et renforcés pour qu'ils exercent leur travail dans les meilleures conditions possibles.

Pour activer ou réactiver des commissariats de quartier, au plus près des lieux de vie des habitants, dans le quartier de Pontanezen, par exemple.

Pour retisser petit à petit le lien de confiance entre la population, les jeunes notamment, et cette police.

Et à ce sujet, l'on peut regretter aujourd'hui que la droite, comme l'extrême droite d'ailleurs, les propos de Le Pen étaient sans ambiguïté sur le sujet l'autre jour, la droite donc, vante les mérites de la police municipale à tout bout de champ, alors que c'est d'une police nationale bien formée et bien rémunérée dont nous avons besoin, dont nos concitoyens ont besoin, dans tous les quartiers et donc notamment dans les quartiers les plus populaires.

La Ville agit bien sûr, à son niveau et en coopération avec l'ensemble de ses partenaires.

C'est notamment l'objet des politiques de solidarité et de justice sociale que nous menons dans les quartiers et qui ont pour objectif et motivation incessante l'amélioration la vie des habitantes et des habitants : soutien sans cesse réaffirmé aux associations des quartiers, donc à celles de Pontanezen et notamment à son centre social Horizons, qui réalise un travail remarquable pour et avec les habitants du quartier.

Evoquons aussi la rénovation urbaine de qualité de Pontanezen avec le passage du TRAM et la réhabilitation des logements et espaces publics, le développement de nouvelles infrastructures publiques en cœur de quartier. Je pense notamment à la crèche de l'Europe, mais aussi à l'espace Pierre Perret.

L'action pour la tranquillité publique et une action efficace contre la délinquance ne sauraient en effet être dissociée d'engagements forts en matière d'éducation, de justice sociale, d'insertion sociale et professionnelle, d'égalité, de développement des services publics.

Car c'est sur la disparition des services publics, sur le retrait de l'Etat et sur la misère économique que prospèrent les trafics et l'insécurité. Et si tout le monde peut être touché, il n'échappera à personne que ce sont les habitantes et les habitants des quartiers populaires qui en sont les principales victimes.

C'est un sujet grave, qui ne saurait faire l'objet d'aucune instrumentalisation.

L'autre jour, Le Pen est venue à Brest dans le but justement d'instrumentaliser les difficultés des gens.

Des habitants et des acteurs de l'éducation populaire du Quartier de Pontanézen ont dénoncé cette instrumentalisation comme l'ont dénoncée d'une seule voix l'ensemble des forces politiques de gauche. Et comme nous la dénonçons à nouveau aujourd'hui dans cette enceinte.

Renforcer l'action publique et les solidarités dans les quartiers, c'est ce que notre équipe municipale s'attache à faire ici à Brest sans discontinuer depuis plus de vingt ans.

Agir c'est aussi mettre en œuvre les mesures de notre programme dédié à la tranquillité urbaine et qui ont intégré la convention de renforcement de sécurité signée avec l'Etat.

Ces mesures, et j'en conclurai là, participeront à renforcer la présence physique sur l'espace public et le lien avec les habitants, dans une dimension préventive. Cela, en complément du travail des forces de police nationale compétentes quant à elles sur le sujet difficile des trafics et des violences urbaines.

Monsieur le maire, je vous remercie.